

Manifeste pour décarboner l'Europe

PAR THE SHIFT PROJECT ¹

Un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle en France, The Shift Project, groupe de réflexion sur la transition énergétique dirigé par Matthieu Auzanneau, a présenté le 21 mars à Paris un Manifeste pour décarboner l'Europe. Signé fin mars par déjà plus de 2 500 personnes dont une majorité de dirigeants d'entreprises de toutes tailles, d'organisations professionnelles, ainsi que de nombreuses personnalités du monde académique français, ce manifeste appelle les États européens « à lancer dès maintenant les politiques capables d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro ». Il invite de fait les candidats à la présidentielle à s'inscrire sur cette trajectoire.

Au-delà de la France et alors que le président Donald Trump envoie des signaux plus qu'inquiétants au reste du monde quant à l'implication effective des États-Unis dans la lutte contre le changement climatique, cette initiative a le mérite d'inciter les États européens à faire preuve d'un grand volontarisme pour respecter les engagements de l'accord de Paris signé fin 2015. Ce volontarisme est essentiel pour préserver le climat de notre planète et limiter les désordres auxquels devront faire face les générations futures. C'est également un signal important envoyé aux autres pays signataires de l'accord de Paris, en faveur du respect des engagements pris. C'est pourquoi Futuribles a décidé de relayer ce manifeste auprès de ses lecteurs. S.D. ■

1. Groupe de réflexion sur la transition énergétique dirigé par Matthieu Auzanneau, site Internet <http://decarbonizeurope.org/> (voir encadré *infra*).

Un appel en faveur d'une stratégie à la hauteur de l'accord de Paris

Le « Manifeste pour décarboner l'Europe », signé à ce jour notamment par près de 80 dirigeants de grandes entreprises et beaucoup de moins grandes, des représentants d'organisations professionnelles ainsi que de nombreuses personnalités du monde académique français, appelle les candidats à la présidentielle, et de façon générale les États européens, à proposer au plus vite une stratégie et un plan d'actions à la mesure de l'accord de Paris sur le climat, « capables d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro ! »

Les signataires du Manifeste pour décarboner l'Europe souhaitent provoquer l'impulsion politique qui permettra de passer des déclarations d'intention à l'invention concrète d'une économie durable.

Sollicités par The Shift Project, groupe de réflexion sur la transition énergétique, tous les signataires du Manifeste pour décarboner l'Europe prennent acte du devoir moral, de la nécessité et de l'opportunité historique que constitue pour l'Europe la sortie des énergies fossiles.

L'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions européens pour le climat s'inscrira dans la tradition politique qui a abouti aux plus grands accomplissements de la construction européenne : Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), marché commun puis marché unique, union monétaire...

L'initiative du Manifeste répond au fait qu'aucun programme prési-

dentiel en France, ni aucune politique mise en œuvre en Europe ou dans le monde n'est encore à la mesure de l'ambition de l'accord de Paris : atteindre la neutralité carbone (zéro émission nette de gaz à effet de serre) dès que possible au cours de ce siècle.

La stratégie et le plan d'actions au service de l'intérêt commun que réclament les signataires du Manifeste pour décarboner l'Europe constitueraient un moteur de développement et de prospérité économiques essentiel dans une Europe aujourd'hui incertaine des chemins qu'il lui faut choisir.

Le manifeste

Nous, signataires du présent Manifeste pour décarboner l'Europe, appelons les États européens à lancer dès maintenant les politiques capables d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro.

L'accord de Paris sur le climat engage l'Europe à réinventer la totalité de son économie. Tout ou presque reste à faire. Le défi met en jeu chacune des activités essentielles encore dépendantes des énergies fossiles : l'industrie et la production électrique, les transports, le bâtiment, l'agriculture, et de manière indirecte la finance, l'assurance et les politiques publiques.

L'Europe a vu naître la première révolution industrielle, celle du charbon et des hydrocarbures. Depuis, l'humanité a brûlé en 150 ans près de la moitié du pétrole que la nature a mis un demi-milliard d'années à créer. Il faut choisir d'urgence le chemin capable de conduire au-delà de ces sources d'énergie

THE SHIFT PROJECT

The Shift Project, association reconnue d'intérêt général, est un *think-tank* dont la mission est d'éclairer et influencer le débat sur la transition « bas carbone » en France et en Europe :

- **Éclairer** : nous constituons des groupes de travail autour des enjeux les plus délicats et les plus décisifs de la transition.
- **Influencer** : nous faisons la promotion des recommandations de ces groupes de travail auprès des décideurs politiques et économiques.

The Shift Project est soutenu par de grandes entreprises françaises et européennes qui veulent faire de la transition bas carbone leur priorité stratégique (SNCF, Vinci Autoroutes, SPIE, EDF, Bouygues, Saint-Gobain, Vicat, Rockwool, Klépierre, Thalys, Caisse des dépôts...).

Le manifeste compte à ce jour plus de 2 000 signataires dont notamment : Philippe Aghion (professeur, Collège de France), Martin Bouygues (PDG, Bouygues SA), François Brottes (président du directoire, RTE), Jean-Marie Chevalier (professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris-Dauphine), Patrick Criqui (directeur de recherches émérite, CNRS), Nicolas Dufourcq (directeur général, BPI), Alain Grandjean (économiste, fondateur et associé, Carbone 4), François Hommeril (président du syndicat CFE-CGC), Jean Jouzel (directeur de recherches émérite, CEA, ancien vice-président du groupe I du GIEC, prix Vetlesen 2012), Brice Lalonde (président, Business and Climate Summit), Daniel Lebègue (président, Transparency International France), Alain Montarant (président, groupe MACIF), Christian de Perthuis (professeur, université Paris-Dauphine, fondateur de la chaire Économie du climat), André Renaudin (directeur général, AG2R La Mondiale), Stéphane Richard (PDG, Orange), Jean-Dominique Senard (président, Michelin), etc.

Site Internet : <http://decarbonizeurope.org/>

tarissables, qui sont en train de dégrader le climat de façon irréparable.

L'Europe se doit d'ouvrir la voie de la prochaine révolution industrielle, celle de la sortie des énergies fossiles. Elle a tout à y gagner. Le projet européen s'est construit après 1945 autour du charbon et de l'acier. Il peut maintenant se régénérer pour donner naissance à un monde nouveau, prospère et durable. Un monde de paix.

Inventons ensemble l'Europe post-carbone. Cette invention est le souffle neuf dont l'Europe a besoin

et qu'elle peut offrir au monde pour empêcher la ruine des conditions de vie sur Terre.

Nous appelons tous les acteurs de l'Europe — individus, société civile, compagnies privées, pouvoirs publics — à entreprendre au plus vite les actions cohérentes et concrètes à la mesure du défi du climat et de la préservation des ressources naturelles. L'Union européenne peut et doit impérativement se donner les moyens de converger vers l'ambitieux objectif vital que fixe l'accord de Paris. Pour réussir, il lui faut se rassembler autour de cet objectif commun, en respectant

en son sein les différences génératrices de solidarité et de synergies. La raison, la liberté et l'audace, racines de l'Europe, feront fructifier ce projet sans précédent.

Les solutions techniques et organisationnelles sont là. Il ne tient qu'à la volonté des Européens de les transformer en réponses politiques, capables de donner rapidement naissance à une économie différente, source de profits, d'emplois et de bien-être nouveaux. Nous prenons acte que ces réponses réclament de changer bon nombre d'habitudes : habitudes de production, habitudes de consommation, habitudes de penser surtout.

Allons-nous renoncer parce que la tâche qui nous revient est immense ? Nous avons le devoir moral d'agir. Nous en avons aussi l'ambition.

Une fois encore, l'Europe a rendez-vous avec l'Histoire. Le défi est redoutable, tant mieux : anticiper l'inexorable, c'est triompher de l'avenir. L'ampleur de l'entreprise égale tout ce que l'Europe a accompli depuis sa création. Cette entreprise, c'est la voie de la modernité.

Neuf propositions pour changer d'ère

Les « neuf propositions pour changer d'ère » n'engagent EN RIEN les signataires du Manifeste pour dé-carboner l'Europe : elles constituent la vision du Shift Project de ce que pourraient être les axes du plan d'action auquel appelle le manifeste. Ces propositions décrivent ce que l'Europe pourrait faire *a minima* pour respecter l'accord de Paris sur le climat. Elles sont le fruit d'un tra-

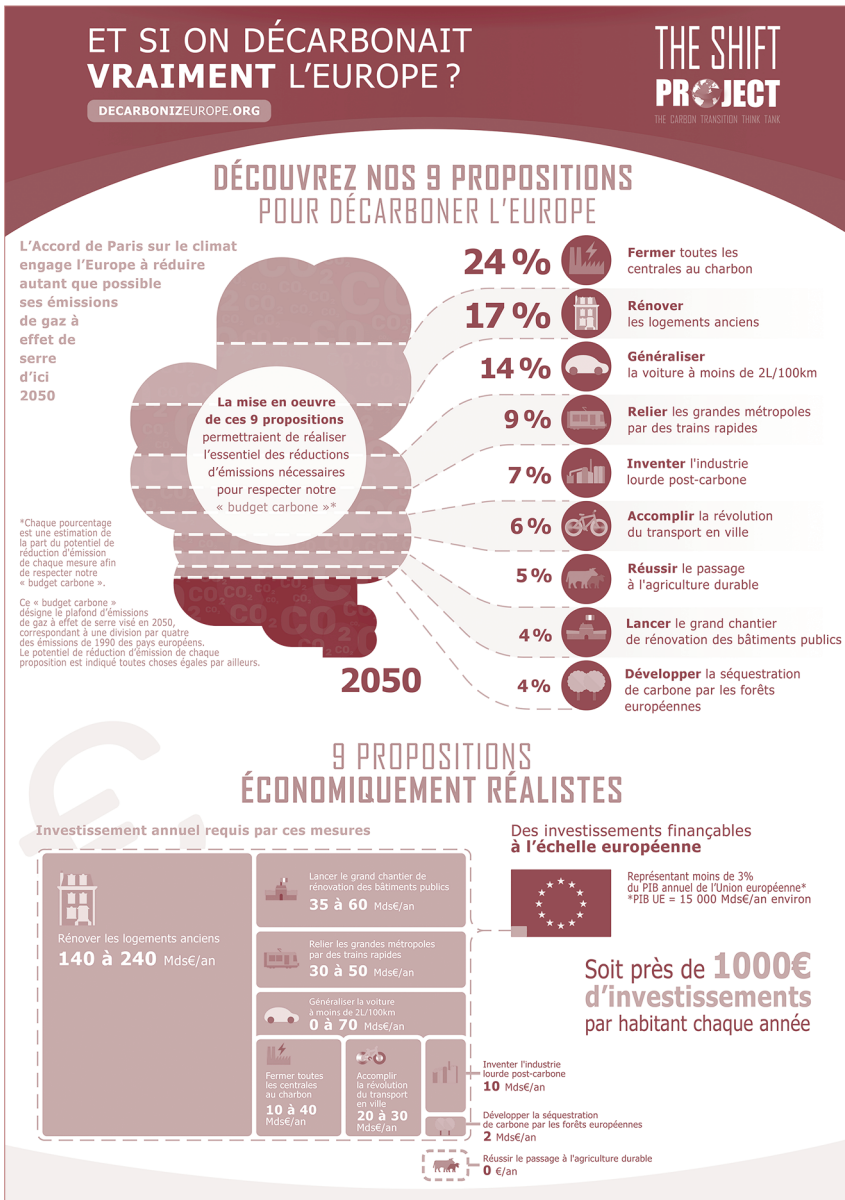
MESSAGES CLEFS

- Un « *wake-up call* », 15 mois après la signature de l'accord de Paris.
- Un appel du monde économique au prochain président de la République pour faire face au devoir moral, à la nécessité et à l'opportunité historique de la sortie des énergies fossiles.
- Un message lancé à l'Europe toute entière, afin de bâtir ensemble et au plus vite un plan d'actions cohérent et ambitieux, à la mesure de l'enjeu du climat.

vail de plusieurs années dirigé par Zeynep Kahraman, André-Jean Guérin et Jean-Marc Jancovici, avec notamment la contribution de Pierre Bertrand, Felix Lallemand et Romain Grandjean.

Leur mise en œuvre pourrait permettre d'accomplir l'essentiel des réductions d'émissions nécessaires afin de respecter notre « budget carbone », c'est-à-dire le plafond d'émissions de gaz à effet de serre visé en 2050, correspondant à une division par quatre (« Facteur 4 ») des émissions de 1990 des pays membres de l'Union européenne.

La mise en œuvre de ces propositions ne suffirait toutefois pas à atteindre l'objectif ultime visé notamment par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, confirmé lors de la 22^e conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP22) à Marrakech en novembre 2016 : zéro émission nette (neutralité carbone).



1. Favoriser une énergie décarbonée

Pour favoriser une énergie décarbonée, nous proposons la substitution des centrales à charbon par

les énergies renouvelables et / ou le nucléaire, en fonction d'une réévaluation des coûts économiques et écologiques (gestion de l'intermittence, sécurité, etc.) de chaque filière.

2. Généraliser les véhicules économes

Instaurer une politique réglementaire favorisant systématiquement les véhicules les plus économes (moins de deux litres aux 100 kilomètres), et bannissant les plus émetteurs de gaz à effet de serre.

3. Favoriser une mobilité urbaine intelligente

Pour réussir la révolution du transport en ville, nous préconisons la poursuite du développement des transports collectifs en site propre, en synergie avec le vélo, le covoiturage, le développement des réseaux de bus express dans le périurbain, la limitation de l'étalement des villes. Le but : diviser par deux le recours aux véhicules particuliers en ville et autour des villes.

4. Redonner l'avantage au train

Donner la priorité au train pour le transport de passagers à moyenne distance, en particulier en améliorant les réseaux existants et en étendant les lignes à très grande vitesse (but : tripler le réseau des trains à grande vitesse).

5. Pour une nouvelle révolution industrielle

Il s'agit d'inventer l'industrie lourde postcarbone, avec priorité à l'économie circulaire et à l'éco-conception, renforcement du marché européen des quotas d'émissions, soutien à la recherche, notamment sur la capture-séquestration du CO₂, afin de diviser par deux les émissions du secteur.

6. Un habitat sobre en énergie

Aller vers la sobriété énergétique et une isolation optimale pour la quasi-totalité de l'habitat construit avant 1990, ainsi que vers une décarbonation du chauffage (pompes à chaleur, bois, solaire thermique), afin de diviser par quatre les émissions des chauffages résidentiels.

7. Un immobilier public exemplaire

Il faut lancer le grand chantier de rénovation des bâtiments publics : rénovation systématique des bâtiments publics non résidentiels (hospitaux, écoles, etc.) à un rythme de 3 % du parc par an, grâce à la mise à disposition d'outils de financement de long terme et à taux d'intérêt bas. Le but : des bâtiments publics à consommation d'énergie quasi nulle.

8. Renforcer l'économie de la forêt

Développer la séquestration de carbone par les forêts européennes : soutien aux investissements dans les matériaux « biosourcés » locaux ainsi que dans la reforestation, limitation de l'artificialisation des terres.

9. Faire évoluer l'alimentation

Réussir le passage à l'agriculture durable : division par deux du gaspillage alimentaire ; pour l'élevage, priorité à la qualité et non à la quantité (via des politiques de label et d'origine protégée des animaux), à l'adaptation des modes de rémunération des éleveurs et à la reforestation. ■

Ces neuf propositions font l'objet de fiches détaillées téléchargeables sur le site Internet <http://decarbonizeurope.org/>